

VIROFLAY

Le plan d'urbanisme inquiète

« LES PROMOTEURS commencent déjà à démarcher depuis la présentation de ce PLU (Plan local d'urbanisme). Ce n'est pas un hasard. » Laurent Hellio, le président de l'Union de sauvegarde du Clos-Saint-Vigor, Mermoz et environs (USCME), sort de sa pochette un courrier estampillé Bouygues Immobilier, daté du 29 juin dernier, et adressé à un propriétaire de la rue Jean-Mermoz. Sur le document, la société montre tout son intérêt pour la parcelle de ce Viroflaysien. « Le PLU fait passer cette rue en zone urbaine dense alors qu'avant, elle était classée zone pavillonnaire. Un changement qui fait sauter plusieurs contraintes en terme de constructibilité. »

40 % de Bon Repos en zone constructible

Lancé en 2008, le processus d'élaboration du Plan local d'urbanisme arrive à son terme. Il a été présenté au conseil municipal fin juin. Depuis, une enquête publique est en cours. « Nous sommes là pour faire la synthèse de notre vision de l'évolution de la



◆ Les époux Lamoureux défendent le domaine de Bon Repos qu'ils estiment mis en danger par ce PLU.

ville, de celle de l'Etat et de celle des habitants. Ce n'est pas évident mais on se doit de le faire. Le dernier plan datait de 1999 et les lois ont beaucoup évolué depuis», explique le maire Olivier Lebrun. Comme Laurent Hellio, le couple Lamoureux, responsable de l'association "Sauvegarde et renaissance de Bon Repos", s'inquiète des retombées de ce plan. « Le domaine de Bon Repos possède un magnifique parc à l'anglaise et une maison de plaisance du XVIII^e siècle qui a déjà beaucoup souffert. Ce PLU fait passer

40% du site en zone constructible. Et les bâtiments pourraient faire 14 mètres de haut ! », explique Françoise Lamoureux. Sur ce dossier, le maire se veut clair : « Le parc paysager de Bon-Repos ne sera jamais constructible. C'est dans le haut du domaine, où il y a actuellement des ruines, que nous avons des projets pour de nouveaux logements et une salle des fêtes ».

Une réponse qui ne convainc pas Françoise Lamoureux : « Ça va détruire l'harmonie du domaine et faire disparaître un

élément du patrimoine. »

La question du logement est bien sûr au coeur de ce PLU. La loi "relative à la solidarité et de renouvellement urbain" (SRU) exige, pour toutes les communes de plus de 3 500 habitants, de disposer, d'ici à 2020, de 20% de son parc en logements sociaux. Un nouveau texte pourrait même faire passer ce taux à 25%. « L'Etat nous attend sur ce sujet », affirme Olivier Lebrun. Le plan prévoit donc la création de près de 1 000 logements. Une perspective qui inquiète Laurent Hellio : « Nous ne sommes pas contre la construction de nouveaux logements, sociaux ou non. Mais là, c'est presque une augmentation de 20% ! Ils ne réfléchissent pas aux conséquences en terme démographique. Quid du stationnement, des écoles, des garderies, des loisirs ? » Les deux associations appellent les Viroflaysiens à se mobiliser et à déposer, par écrit, leurs observations à la mairie. Rendez-vous fin décembre pour la publication du rapport de l'enquête publique.

Gurvan Abjean